

[Texte]

is not the best way to deal with a particular social problem or an income problem or a hardship problem.

Mr. de Jong: It is true, except the whole notion of taxing consumption rather than income is one that works against the poor and works really in favour of the rich because regardless of how rich you are there is only so much you can consume.

Mrs. McDougall: This is an ancient argument and I am not sure that we are going to resolve it here today. I am not convinced that the best way to help lower-income families in Canada is to create bizarre exemptions to consumption taxes on goods. I think there are other ways we would like to get at some of those problems over time, and in the meantime we think it is important for the country that the deficit be reduced and the debt charges be reduced because lower-income taxpayers are also contributing through their tax dollars to that enormous interest on the debt. We are not proclaiming that an increase in taxes is something we would like to do to any element in the population, but it is in the interests of this nation that we reduce the growing interest burden on that debt—and that applies to everybody.

Mr. de Jong: I agree with you that reducing the debt is important. Where we of course would disagree is how that gets accomplished, and taxing pet food and health products and energy conservation equipment to me seems the wrong place to start.

What types of health goods are going to be taxed now that were not taxed before?

Mrs. McDougall: There is quite a range. Part of the problem here really is that this is a boundary problem. I guess I used one example in my opening remarks, and that had to do with things that qualify as health goods and things that I would not regard as health goods.

Mr. de Jong: Yes.

Mrs. McDougall: I can give you lots of other examples, and there are lots of court cases on things like this. Swimming pool germicides have been ruled by the courts to be a health good.

So the broadening of the base is simply an effort to get at some of those anomalies, and it really does become a boundary problem. The most straightforward and, I think, easily understood division is between prescription and non-prescription health goods. Anything that deals with life-threatening illnesses or in that context is exempted, and the Minister of Finance has opened the route to broaden that as things come to his attention. Those things were taxed before and exemptions were then created.

Pet food: I realize there are many animal lovers who are poor; there are also animal lovers who are rich. Once again, I do not think that is a fairness issue. I think the tax at the wholesale level is going to have less impact and the number of dollars involved is relatively small on any particular product.

[Traduction]

pauvres qui achètent un produit donné. Je répète que ce n'est pas la meilleure façon de résoudre les problèmes sociaux, les problèmes de disparité de revenu ni encore les difficultés qui existent dans des domaines particuliers.

M. de Jong: C'est vrai, sauf que de taxer la consommation plutôt que le revenu lèse les pauvres et favorise les riches puisqu'on ne peut pas consommer tant que cela, même si l'on est immensément riche.

Mme McDougall: C'est l'éternel problème que nous ne sommes pas près de résoudre aujourd'hui. Je ne suis pas convaincu que la meilleure façon d'aider les familles canadiennes à faible revenu soit de les exempter bizarrement des taxes sur la consommation de certains biens. Il devrait être possible de résoudre ces problèmes à moyen terme d'autres façons. Entre temps, il est important pour le Canada de réduire son déficit et la charge de sa dette, étant donné que les contribuables à faible revenu contribuent eux aussi à payer l'énorme intérêt sur cette dette. Ce n'est pas que nous soyons heureux d'imposer à quelque segment de la population que ce soit une augmentation de taxe, mais il est dans l'intérêt de notre pays de réduire le fardeau croissant des intérêts sur cette dette,— et cela s'applique à tous les Canadiens.

M. de Jong: Je conviens avec vous qu'il est important de réduire la dette. Mais nous ne sommes pas d'accord avec vous sur la façon d'y arriver, et il me semble déplacé de commencer par taxer la nourriture pour les animaux familiers, les produits de santé et l'équipement destiné à la conservation de l'énergie.

Quel genre de produits de santé seront désormais taxés, alors qu'ils ne l'étaient pas?

Mme McDougall: Il y a toute une gamme de produits. Mais le problème, en partie, c'est qu'il est difficile de tracer une limite. Je vous ai donné un exemple au début, et il s'agissait justement d'un bien considéré comme produit de santé, mais que je ne considérerais pas moi-même comme tel.

M. de Jong: Je vois.

Mme McDougall: Je pourrais vous donner beaucoup d'autres exemples, et il y a même eu beaucoup d'appels interjetés devant les tribunaux. Ainsi, les germicides employés dans les piscines ont été considérés par les tribunaux comme étant un produit de santé.

L'élargissement de la base fiscale visait donc uniquement à corriger certaines de ces anomalies, et tout cela devient donc une question de délimitation. La distinction la plus facile à comprendre, est sans doute celle qui existe entre les produits de santé faisant l'objet d'une ordonnance, et ceux qui ne le sont pas. Tout médicament visant à soigner une maladie grave est exempté de taxe, et le ministre des Finances envisage de pouvoir accroître le nombre de ces médicaments, au fur et à mesure que cela deviendra nécessaire. Après tout, ces remèdes étaient autrefois taxés, mais ils ne le sont plus aujourd'hui.

La nourriture pour animaux domestiques: Je sais bien que beaucoup d'amis des animaux sont pauvres, mais il y en a beaucoup également qui sont riches. Ce n'est pas une question de justice. Je suis d'avis que la taxe applicable à la vente en gros aura une incidence moindre et que les sommes dont il sera